

d'héritier présomptif de la couronne britannique, non seulement à cause de sa propre personnalité, mais aussi par ce qu'il est le fils de notre souverain et le petit-fils de notre reine défunte dont la perte est encore si douloureuse au cœur de ses sujets du Canada.

Cependant, M. l'Orateur, laissons le passé avec ses œuvres immenses et glorieuses, avec ses triomphes et ses deuils ; portons nos regards vers l'avenir. Nous ne sommes pas sans savoir que ce monde affairé s'agite sans se soucier de la venue ou de la disparition des monarques. Il nous faut nous mettre en mesure de résoudre les problèmes du présent et de pourvoir à l'avenir.

Au fond, le discours du trône nous fournit de nombreux et réels motifs de nous féliciter de l'heureux état de choses qui prévaut aujourd'hui au Canada. On constate avec plaisir l'élan formidable donné à la colonisation en ces dernières années, ainsi que le grand pas accompli vers un développement plus complet de nos ressources variées. Il est aussi fort consolant de savoir que presque toutes les branches de l'industrie de ce pays sont aujourd'hui dans un état florissant. J'ai par devers moi un relevé récemment fait de l'état du commerce canadien ; ce document, s'il m'était loisible d'en aborder l'étude, me fournirait un très intéressant sujet de discussion ; mais je n'en ferai rien, attendu que les très honorables députés pourront se référer aux rapports des ministères. Néanmoins, M. l'Orateur, l'expérience de chaque jour dans le monde des affaires démontrera plus clairement que ne sauraient le faire toutes les statistiques, tous les rapports, que l'ère de prospérité que traverse ce pays, a commencé à luire peu de temps après l'arrivée de la présente administration au pouvoir.

Quelques VOIX : Oh !

Quelques VOIX : Très bien ! très bien !

M. GUTHRIE : Jusqu'à présent, l'expérience de chaque jour dans le monde commercial ne laisse rien voir qui indique un amoindrissement de la prospérité ; bien au contraire, il est permis aux Canadiens de compter sur un commerce plus considérable et plus rémunérateur que par le passé. Je sais, M. l'Orateur, que l'on discute fort la mesure dans laquelle le gouvernement a contribué à la prospérité générale. Je ne vois pas l'utilité de passer les événements en revue afin de déterminer le mérite auquel le gouvernement peut avoir droit. A mon avis, M. l'Orateur, le gouvernement doit s'estimer heureux de voir sa politique financière approuvée par la masse de la population et, jusqu'à un certain point, par ceux-là même qui lui étaient apparemment hostiles. Voici quelle fut la nature de l'assentiment de nos adversaires : incapables de nous opposer une politique bien définie, ils s'en sont tenus à une critique vague et décousue des grandes lignes de l'administration, et à

M. GUTHRIE.

nous faire la lutte sur des questions de détail. Ce serait, je le sais, pénétrer sur un terrain dangereux que d'entamer la discussion de ces sujets de controverse. Qu'il me soit permis toutefois, quels que soient les mérites du gouvernement en ces matières, de faire observer l'unanimité significative de l'opinion qui prévaut par tout le pays : c'est que si l'attitude des adversaires de l'administration a pu contribuer en une certaine mesure à la prospérité générale, le mérite des honorables messieurs est imperceptible en raison même de sa faiblesse.

Il est généralement admis, M. l'Orateur, qu'un sentiment particulier de générosité s'empare souvent du vainqueur au lendemain de son triomphe, et je crois que les honorables députés de ce côté-ci de la Chambre reconnaîtront volontiers les difficultés auxquelles se heurtèrent nos adversaires aux récentes élections générales comme à celles de 1896. On se rappelle qu'en 1896, ils appuyaient un gouvernement en butte à la mauvaise fortune, et qu'en 1900, ils combattaient dans les rangs d'une opposition aux prises avec la prospérité. Si ces deux situations se ressemblent sur plus d'un point, il existe une dissimilitude notable dans les conditions où nos adversaires durent faire la lutte. Je suis persuadé que la situation difficile dans laquelle ils se sont trouvés en 1896 et en 1890 n'était pas précisément de leur choix, mais qu'elle fut plutôt la conséquence de ce que j'appellerai un mélange d'incapacité et de mauvaise fortune. Ce furent, en 1896, leur incapacité, la mauvaise fortune, en 1900, qui contraignirent les honorables députés de l'opposition à nous combattre avec des armes inférieures. Vus de loin, les événements se jugent avec plus d'impartialité, et chacun conviendra aujourd'hui, je n'en doute pas, que si la dépression commerciale qui sévissait au Canada avant 1896 n'était pas la conséquence de la mauvaise administration conservatrice de l'époque, elle en résultait du moins dans une large mesure. Je crois, de plus, bien qu'on hésite à l'admettre, que dans deux ou trois ans, alors que les esprits se seront un peu calmés, l'on conviendra que la grande prospérité qui fleurit aujourd'hui au Canada doit s'attribuer en très grande partie, sinon entièrement, à la sage administration du gouvernement actuel.

On pourrait dire des députés de la gauche que ce fut leur lot d'avoir, en 1896, étant au pouvoir, à expliquer les causes de l'adversité, et, en 1890, dans l'opposition, à exposer les causes générales de la prospérité. Pour arriver à leur but en nuisant le moins possible à l'administration de 1896, en décernant le moins de mérite possible au gouvernement de 1900, ils n'ont pas hésité à crier bien haut qu'il ne fallait pas attribuer l'état florissant du commerce de ce pays au gouvernement, mais plutôt en rechercher la cause dans le mouvement commercial de l'univers. Ils se sont bornés, en somme, à affirmer qu'une